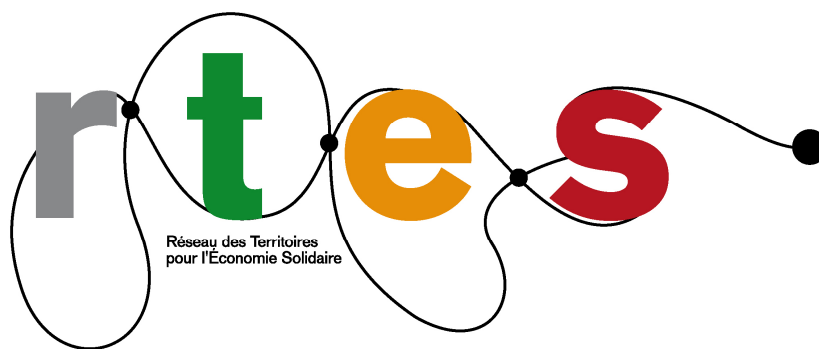




Programme Formation RTES

Jeudi 5 mai 2011

9h30 - 16h30

**Modalités de contractualisation entre collectivités locales et acteurs de
l'économie sociale et solidaire: subventions, appels d'offres et DSP**

Lieu: Salle Erro, Mairie de Lille, Place Augustin Laurent

Pour toute information complémentaire:

Anne-Laure Federici, RTES, 03 20 49 00 Poste 7011 / 06 61 17 94 90, alfederici@rtes.fr

Cette formation est principalement destinée aux élus et techniciens des collectivités locales en charge de l'économie sociale et solidaire, et aux services juridiques.

Les collectivités locales sont de plus en plus souvent confrontées à de nombreuses questions lorsqu'elles souhaitent financer un acteur de l'économie sociale et solidaire: peut-on verser une subvention à une association ayant une activité économique? Quand doit-on recourir à un appel d'offres? Comment peut-on rédiger une convention, précisant les engagements de la structure financée, mais qui ne puisse être requalifiée en prestations de services?

Coût: gratuit pour collectivité adhérente, 100 € pour non adhérent

Dans un contexte d'incertitudes juridiques liées aux règles européennes (Directive Services et réglementation des aides publiques à toute entreprise, y compris associative) et à l'interprétation de la circulaire du 18 janvier 2010, cette journée de formation a pour objectif d'aborder la question des modes possibles de contractualisation entre collectivités locales et acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Elle est organisée en 2 temps:

Matin, 9h30 – 12h30: Eclairage juridique

Il s'agit de permettre aux participants d'avoir une **information juridique sur le cadre légal actuel**.

Critères de distinction entre subventions, marchés publics, et délégations de service public.

Critères de requalification des conventions de subvention

Avantages / inconvénients respectifs de la commande publique et de la subvention

Présentation générale du droit européen relatif aux compensations de SIEG

Présentation du modèle de Convention Pluriannuelle d'Objectifs

Intervenante:

Carole Saleres, experte Europe à l'Uniopss

Témoignage :

Marc Demanze, APSA (Association pour la solidarité active), acteur de l'IAE.

Après-midi, 14h-16h30: analyse de cas pratiques

Au travers de l'analyse de cas pratiques dans différents domaines (culture, environnement, insertion par l'économie, ..), il s'agira de voir quels sont les modes de conventionnements possibles et adaptés.

Témoignages :

- François Moreau, Direction Environnement du Conseil Régional Nord Pas de Calais
Comment, au travers de la mise en place d'un appel à projets, peut-on laisser place à l'innovation et favoriser la coopération entre acteurs?
- Cécile Lokitiek, Artois Comm: Favoriser une réponse groupée des structures d'insertion au travers d'un appel d'offres.
- Julien André, Uriopss NPDC : Exemple de l'appel à contributions CG59 dans le cadre des politiques d'insertion.